**Réforme des retraites : Emmanuel Macron concentre la contestation sociale contre sa personne**
Analyse

Matthieu Goar

L’intervention télévisée du président de la République, mercredi, n’a pas calmé le mouvement contre la réforme des retraites. Au contraire, les manifestations de jeudi, dans tout le pays, ont montré qu’il cristallise les mécontentements.

Publié aujourd’hui à 05h15, mis à jour à 09h09 Temps de Lecture 4 min.

Lors de la manifestation du 23 mars 2023 contre la réforme des retraites, à Paris. AGNES DHERBEYS/MYOP POUR « LE MONDE »

Avant son interview au « 13 heures » de TF1 et France 2, mercredi 22 mars, l’Elysée avait fait savoir que le président de la République souhaitait s’adresser aux « territoires » en choisissant cet horaire et ce format. Certains des proches du chef de l’Etat avaient aussi espéré un moment que cette émission « apaise » le climat. Jeudi soir, au terme de la neuvième journée de mobilisation, Emmanuel Macron et sa première ministre, Elisabeth Borne, ont pu constater que la rue ne s’était pas calmée : plus d’un million de manifestants ont encore défilé en France (1,08 million selon le ministère de l’intérieur ; 3,5 millions, selon la CGT). Des violences, parfois filmées en direct sur les réseaux sociaux et alimentant les bandeaux des chaînes d’information en continu, ont eu lieu en marge de nombreux cortèges. Et dans « les territoires », les villes moyennes se sont une nouvelle fois fortement mobilisées.

Une semaine après l’usage du 49.3 pour faire adopter la réforme des retraites, Emmanuel Macron s’enfonce dans un face-à-face très dangereux avec la rue. Dans la journée de jeudi, le président de la République a dû replonger dans son agenda international en assistant au Conseil européen à Bruxelles. Le chef de l’Etat a été informé toute la journée et dans la soirée du déroulement de la neuvième journée de mobilisation mais il n’a pas pris la parole, vingt-quatre heures après son retour dans l’arène. Son interview, très attendue – environ 11,5 millions de personnes l’ont regardée – l’a replacé en première ligne.

Dans les cortèges marqués cette fois par la présence importante de jeunes manifestants, son visage était présent sur de nombreuses pancartes d’opposants. « Macron, méprisant de la République », pouvait-on lire. « Macron, les factieux t’emmerdent », avaient imaginé d’autres, en référence à une formule du président de la République, mercredi. Comme si ses mots avaient un peu plus envenimé les choses. « J’ai la conviction profonde qu’il nous humilie, qu’il n’écoute pas le peuple français, a lancé Martine Aubry, maire socialiste de Lille et ancienne ministre du travail, au départ de la manifestation dans sa ville. Parler de factieux, c’est inacceptable de la part d’un président de la République. »

Le climat de tension autour de la réforme des retraites s’est encore dégradé, jeudi. Alors que les images de violences policières contre des protestataires lors des défilés se sont multipliées et qu’une femme a eu le pouce arraché à Rouen, selon le maire (PS) de la ville, Nicolas Mayer-Rossignol, le chef de l’Etat et l’Elysée n’ont pas réagi officiellement. Son entourage évoquait plutôt la scène d’un CRS assommé par un projectile devant les caméras en rappelant que « les forces de l’ordre faisaient face à des individus très violents ».

Toute la journée et dans la soirée, des bâtiments ont en effet été pris pour cibles par des individus (tribunal administratif envahi à Nantes, commissariat visé à Lorient…), des feux ont été allumés menaçant un immeuble à Paris, rue Saint-Marc (2e arrondissement), ou ravageant la porte de la mairie de Bordeaux. Dans la soirée, le ministre de l’intérieur, Gérald Darmanin, s’est rendu à la Préfecture de police de Paris pour soutenir ses troupes (441 gendarmes et policiers blessés, dont 105 à Paris) et dénoncer une « bordélisation de l’ultragauche » en précisant ne pas la confondre avec les « manifestants pacifiques ». « Les violences et dégradations auxquelles nous avons assisté aujourd’hui sont inacceptables », a tweeté la première ministre dans la soirée.

**Fin de non-recevoir**
Sur le front politique et social, l’un des autres objectifs de M. Macron lors de son interview était de « tendre la main » aux syndicats, selon son entourage. Fin de non-recevoir de Laurent Berger. « Il y a un délai de décence, je ne vais pas me précipiter la semaine prochaine pour discuter avec Olivier Dussopt [ministre du travail] que je n’ai pas vu depuis le mois de janvier », a déclaré le secrétaire général de la CFDT sur BFM-TV, jeudi matin, sans toutefois fermer la porte à des discussions sur le futur projet de loi « plein-emploi » si la méthode change avec de réels compromis possibles. Réunis en intersyndicale jeudi soir, les syndicats ont appelé à une nouvelle mobilisation, mardi 28 mars.

Malgré cette journée une nouvelle fois incandescente, la ligne de l’Elysée n’a pas changé. Temporiser en espérant que la rue se calme. Mais avec sa prise de parole, M. Macron a parfaitement conscience qu’il a un peu plus personnalisé le conflit. Lors de son interview, il a une nouvelle fois tenté d’utiliser le pare-feu classique de la Ve République, sa première ministre. « Elle a souhaité engager la responsabilité de son gouvernement », a glissé l’hôte de l’Elysée. Une façon de lui faire porter le chapeau du 49.3, l’élément déclencheur des mouvements spontanés plus violents, alors que la décision a été prise, après concertation avec ses ministres, par le chef de l’Etat.

**Chaque mot disséqué**
Mais, depuis l’émission de mercredi, ses opposants dissèquent chaque mot et scrutent chaque image du président de la République, comme celle où il enlève discrètement sa montre, largement relayée jeudi par les réseaux sociaux. « Au moment de parler des “smicards” qui n’ont “jamais autant gagné de pouvoir d’achat”, il retire discrètement sa jolie montre de luxe, sous la table. Cet homme est une farce », a tweeté Clémence Guetté, députée La France insoumise du Val-de-Marne. Le chef de l’Etat parlait en fait à ce moment-là des blocages et des réquisitions et l’a enlevée parce qu’elle venait de taper contre la table en faisant du bruit, selon l’Elysée qui a ensuite communiqué la marque de cette montre que M. Macron « porte très régulièrement depuis plus d’un an et demi (…) lors d’événements publics » et qui « ne coûte évidemment pas 80 000 euros ». « On vit dans un monde où la vérité devient une opinion comme une autre », glisse un de ses proches.

Cette attention aux polémiques montre que le moment est éruptif et que le conflit s’articule chaque jour davantage autour de la personne du président de la République. Emmanuel Macron observe, donc, et attend les remontées d’idées de ses troupes pour rebondir politiquement et éviter l’enlisement. « Dans des situations de catharsis comme celle-là, la solution pourrait être de redonner la parole au peuple, estime François Patriat, sénateur macroniste de Côte-d’Or. Mais la loi doit passer et un référendum sur un autre sujet que les retraites paraîtrait artificiel. Et une dissolution ne ferait qu’acter un peu plus la tripartition politique du pays. »

Avec son interview, Emmanuel Macron croyait s’être donné un peu de temps pour trouver une solution à la menace de paralysie de son quinquennat. Sous la pression de la rue, il n’est pas sûr qu’il puisse attendre jusqu’à la mi-avril pour reprendre la parole ou faire un geste politique. Déjà, la venue du roi Charles III, dimanche 26 mars, pose d’immenses problèmes d’organisation et sa réception à Versailles semble être compromise. Encore un nouveau problème à traiter.

Matthieu Goar